

<http://www.sudeducation92.ouvaton.org/spip.php?article1812>



Pour la suppression de la session E3C de janvier

- SECONDAIRE



Date de mise en ligne : dimanche 5 janvier 2020

Copyright © SUD éducation 92 - Tous droits réservés



Pour la suppression de la session E3C de janvier

Face à ce démantèlement d'un Bac national qui discrimine toujours davantage les élèves et pèse sur les conditions d'enseignement et de travail des professeur-e-s et des élèves, SUD éducation soutient et appelle à amplifier les actions contre les réformes qui sont déjà mises en oeuvre dans des lycées (refus collectif ou démission de la charge de professeur-e principal-e, boycott des réunions de mise en oeuvre de la réforme, grève des examens de contrôle continu, séquences pédagogiques d'évaluation à 20/20, information et action avec les parents, etc.).

Pour la suppression de la session E3C de janvier qui s'annonce chaotique

Les épreuves concernées :

Sont concernés Les enseignements d'histoire-géographie et de langues vivantes A et B, dans la voie générale, avec en plus les mathématiques dans la voie technologique

L'organisation d'un Bac local - destruction du Bac

Organisation chaotique des épreuves

Les établissements scolaires sont livrés à eux-mêmes pour l'organisation et la mise en place de ces épreuves en évitant la banalisation de journées pour des épreuves qui comptent pour 40% de la note finale. Les copies pour les épreuves écrites doivent être anonymisées ; les enseignant-e-s devront corriger en même temps les E3C et le Bac blanc des actuel-le-s terminales, au détriment de ces dernier-e-s. Les journées ne seront pas banalisées dans la mesure du possible et les enseignant-e-s choisissent des sujets dans une banque de données et rencontrent des difficultés pour trouver des sujets accessibles en janvier aux élèves. Le Bac perd son cadre national. Chaque établissement fabrique ou bricole un Bac à échelle locale en fonction de ses moyens, en perdant un temps considérable, en épuisant personnel enseignant et élèves, en choisissant ses sujets et en officialisant ainsi une rupture d'égalité entre les élèves.

Corrections chronophages et ridicules

Il est question d'une indemnité de 50Euros pour la correction de 35 copies des E3C soit 1.42Euros par copie pour les enseignant-e-s et 500Euros pour chaque personnel de direction des établissements où sont organisés les E3C.

Un nouveau dispositif avec des corrections en lignes où les copies sont scannées :

une charge de travail pour les personnels administratifs

une usine à gaz

une aberration écologique

qui permettra de contourner les grévistes

Pour la suppression de la session E3C de janvier

L'organisation de la session de janvier est chaotique avec une commande tardive des sujets réalisés dans l'urgence et sans un temps de relecture sérieuse.

SUD éducation ne cesse de réclamer la suppression de cette session qui arrive trop tôt sans que les établissements, enseignant-e-s et élèves puissent s'y préparer dans de bonnes conditions.

Cette usine à gaz dégrade fortement les conditions de travail du personnel enseignant et des élèves confronté à un stress et un épuisement qui risque d'atteindre son paroxysme en janvier si les épreuves sont maintenues dans ces conditions.

Le Ministre fait la sourde oreille alors qu'un front large intersyndical demande l'annulation de ces épreuves et la FCPE demande leur ajournement.

Dans ces conditions, SUD éducation soutient toute initiative contre la mise en place chaotique des E3C à savoir : le boycott du choix du sujet, la grève lors des journées programmées pour les épreuves E3C, le refus de corriger ou l'attribution de 20/20, etc.

Face à ce démantèlement d'un Bac national qui discrimine toujours davantage les élèves et pèse sur les conditions d'enseignement et de travail des professeur-e-s et des élèves, SUD éducation soutient et appelle à amplifier les actions contre les réformes qui sont déjà mises en oeuvre dans des lycées (refus collectif ou démission de la charge de professeur-e principal-e, boycott des réunions de mise en oeuvre de la réforme, grève des examens de contrôle continu, séquences pédagogiques d'évaluation à 20/20, information et action avec les parents, etc.) et revendique :

L'abrogation des réformes Blanquer du lycée, du Bac et de l'orientation, qui aggrave le tri social généralisé.

Un report des épreuves d'E3C de 1ère en une session unique en juin à caractère national.

Une organisation des épreuves d'E3C par le SIEC en Île-de-France et par les rectorats en région afin de garantir un véritable anonymat et de taire la provenance concrète des copies.

Le paiement des corrections, au même taux qu'aujourd'hui.

La banalisation des journées d'examen, avec un temps de révision, comme jusqu'à présent.